



Pôle Appui Territorial
Direction des Mobilités
Territoire d'Aurillac

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU CANTAL

-0-0-0-0-0-

ARRÊTÉ

portant permission de voirie
alignement

**Commune de SAINT-PAUL- DES-LANDES, lieu-dit: Le Bouscarel
Route Départementale n° 59 (Hors agglomération)
Parcelles B43 et B539 indivision CAMBON-RAYNAL**

Le Président du Conseil départemental du Cantal,

Vu le Code de la Route,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Règlement de Voirie Départementale adopté par délibération le 18 septembre 2015

Vu l'arrêté n° 24-3470 du 07 octobre 2024 portant délégation de signature de Monsieur le Président du Conseil Départemental du Cantal aux Directeurs et Chefs de Services départementaux

Vu la demande du **Géomètre expert ALLO pour Le GAEC CAMBON et le GFA famille CAMBON**

Vu l'état des lieux du **02 Juillet 2024**

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Implantation des points de limite

L'alignement en bordure de la RD n°59 des parcelles n° B43 et B539 indivision CAMBON-RAYNAL sur la commune de SAINT-PAUL-DES-LANDES, est défini par les points ci-dessous du plan de bornage référence 234326-TN2 du géomètre annexé et établi sur le terrain le 02/07/2024

Définition littérale des points d'appui :

- points 88 et 92 : angles de bâtiment,
- points 3 et 4 : clous d'arpentage (stations de levé).

Coordonnées des points destinées à définir géométriquement les limites et permettre leur rétablissement ultérieur : (système RGF93 - projection CC45)

POINTS	X	Y	POINTS	X	Y
A (200)	1644809.00	4195576.31	138	1644907.50	4195611.20
46	1644811.42	4195577.05	139	1644916.13	4195617.12
45	1644818.34	4195579.02	140	1644926.80	4195624.89
118	1644832.90	4195583.42	141	1644933.59	4195629.83
119	1644840.40	4195585.74	142	1644937.87	4195632.88
120	1644851.58	4195589.48	143	1644944.17	4195637.68
125	1644858.48	4195591.40	144	1644951.07	4195643.03
130	1644865.48	4195593.62	145	1644956.21	4195646.90
131	1644870.52	4195594.85	146	1644966.49	4195654.29
133	1644874.61	4195596.12	147	1644975.29	4195660.92
134	1644882.52	4195598.95	B (204)	1644983.72	4195666.69
135	1644890.43	4195602.01	88	1644855.43	4195664.40
136	1644898.22	4195605.88	92	1644841.00	4195543.69
137	1644902.10	4195607.99	3	1644739.86	4195569.65
			4	1644806.69	4195577.50

ARTICLE 2 : Prescriptions sous réserve de réalisation d'un mur de clôture

Aucun matériau ne devra être stocké sur le domaine public pendant les travaux.

Les haies sèches, clôtures, palissades, barrières doivent être établies suivant l'alignement, sous réserve des servitudes de visibilité.

ARTICLE 3 : Validité et renouvellement de l'autorisation

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire. Elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

Les travaux autorisés doivent être entrepris ou prorogés dans un délai maximal d'un an à compter de la date de la présente autorisation. Au-delà de ce délai, l'autorisation est caduque et doit faire l'objet d'une nouvelle demande.

ARTICLE 4 : Début d'exécution des travaux – Constat préalable des lieux

L'intervenant préalablement au début d'exécution des travaux peut solliciter auprès du Département un constat contradictoire de l'état des lieux du domaine public routier. En l'absence de ce constat, la chaussée et ses dépendances sont réputées être en bon état.

ARTICLE 5 : Fin des travaux

Dès l'achèvement des travaux, l'intervenant est tenu de rétablir dans son état initial le domaine public routier. Il informe par écrit le Département de la date de la fin des travaux.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques, et plus généralement en cas de désordre constaté sur le domaine public routier imputable aux travaux autorisés, l'intervenant doit procéder aux réparations. En cas de carence, le Département procède ou fait procéder d'office aux travaux nécessaires aux frais et risques de l'intervenant.

L'intervenant doit entretenir en bon état les ouvrages implantés sur le domaine public.

ARTICLE 6 : Responsabilité

L'autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis du Département que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation des travaux ou de l'installation des biens mobiliers.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. Plus généralement, l'obtention du présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de demander toute autre autorisation ou de procéder à toute autre formalité prévue par les lois et règlements.

ARTICLE 7

Le bénéficiaire dispose d'un délai de deux mois pour présenter soit un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental du Cantal soit un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Clermont Ferrand.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr

À Aurillac, le 18 décembre 2024

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation

Le Coordonnateur Territorial – AURILLAC

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, sweeping horizontal stroke with a vertical line extending upwards from the center, and a smaller horizontal stroke at the bottom.

Vincent GALIBERN

ACTE FONCIER
PROCÈS-VERBAL
CONCOURANT À LA DÉLIMITATION
DE LA PROPRIÉTÉ
DES PERSONNES PUBLIQUES

concernant la propriété sise
Département du **CANTAL**
Commune de **SAINT-PAUL DES LANDES**
Parcelles **B 539** et **B 43**
appartenant à l'**Indivision CAMBON - RAYNAL**



GÉOMÈTRE-EXPERT
CONSEILLER VALORISER GARANTIR

S.C.P. ALLO et CLAVEIROLE
Géomètres-Experts associés

25, avenue de La Liberté
15 000 AURILLAC
tél : 04 71 48 48 42
fax : 04 71 48 97 01
email : contact@infrageo.fr

Réf.: 234326

RA

À la requête de l'Indivision **CAMBON - RAYNAL**,

je, soussigné **M. Pierre-Jean ALLO, Géomètre-Expert** à AURILLAC (15 000), inscrit au tableau du Conseil Régional de l'Ordre des Géomètres-Experts de CLERMONT-FERRAND sous le numéro 05854,

ai été chargé de mettre en œuvre la procédure de délimitation de la propriété relevant du domaine public routier identifiée dans l'article 2

et dresse en conséquence le présent procès-verbal.

Celui-ci est destiné à être annexé à l'arrêté d'alignement individuel correspondant, conformément à l'article L.112-1 du code de la voirie routière.

Cet arrêté doit être édicté par la personne publique propriétaire ou gestionnaire du bien relevant du domaine public routier. Pour clore les opérations de délimitation de la propriété des personnes publiques, l'arrêté et le présent procès-verbal devront être notifiés par la personne publique à tout propriétaire riverain concerné et au Géomètre-Expert auteur des présentes. Si la procédure n'est pas menée à son terme, la personne publique devra en informer le Géomètre-Expert.

Article 1 : Désignation des parties :

Personne publique :

Le Département du CANTAL,

Propriétaire riverain concerné :

L'Indivision **CAMBON - RAYNAL**,

propriétaire des parcelles cadastrées Commune de **SAINT-PAUL DES LANDES**, section B n° 539 et 43,

sans présentation d'acte,

regroupant :

Mme Marie-Hélène Josette CAMBON, née le 06 décembre 1966, à AURILLAC (15),
demeurant à LAROQUEBROU (15 150), 14, Lotissement de Manhal,
propriétaire indivis,

Mme Évelyne Marguerite CAMBON, née le 05 décembre 1967, à AURILLAC (15),
demeurant à AURILLAC (15 000), 5, impasse Jean Rostand,
propriétaire indivis,

M. Jean-Paul CAMBON, né le 28 septembre 1972, à AURILLAC (15),
demeurant à SAINT-PAUL DES LANDES (15 250), "L'Hopital Ouest",
propriétaire indivis,

M. Géraud Joseph RAYNAL, né le 29 août 1980, à AURILLAC (15),
demeurant à SAINT-PAUL DES LANDES (15 250), "L'Hopital", "Le Bouscarel",
propriétaire indivis.

Article 2 : Objet de l'opération :

La présente opération de délimitation a pour objet de fournir à la personne publique les éléments pour lui permettre :

- de fixer la limite de propriété séparative commune,

- de constater la limite de fait, correspondant à l'assiette de l'ouvrage public routier, y compris ses annexes s'il y a lieu,
entre :
la voie dénommée "Route Départementale n° 59", relevant de la domanialité publique artificielle, non identifiée au plan cadastral
et
la propriété privée riveraine cadastrée : Commune de **SAINT-PAUL DES LANDES**, section B n° 539 et 43.

Article 3 : Modalités de l'opération :

La présente opération est mise en œuvre afin :

- de respecter les prérogatives de la personne publique en matière de conservation d'un bien relevant de la domanialité publique artificielle,
- de respecter les droits des propriétaires riverains, qu'ils soient publics ou privés,
- de prévenir les contentieux, notamment par la méconnaissance de documents existants.

3.1- Réunion :

Afin de procéder à une réunion le mardi 02 juillet 2024 à 09h00, le Département du CANTAL, a été régulièrement convoqué par courrier en date du mardi 04 juin 2024.

Au jour et heure dits, j'ai procédé à l'organisation de la réunion en présence de :

- M. Vincent GALIBERN, agent représentant le Département du CANTAL,
- M. Jean-Paul CAMBON.

3.2- Éléments analysés :

Les titres de propriété et en particulier :

aucun titre présenté

Les documents présentés par la personne publique :

aucun document présenté

Les documents présentés par les propriétaires riverains :

aucun document présenté

Les documents présentés aux parties par le Géomètre-Expert soussigné :

- extrait du plan cadastral Napoléonien,
- extrait du plan Bleu de rénovation du Cadastre,
- extrait du plan cadastral actuel.

Les signes de possession et en particulier :

présence d'une clôture agricole (piquets bois + barbelés) en crête du talus du fossé la Route Départementale n° 59.

Les dires des parties :

Les parties n'ont pas fait de déclaration sur la définition de la limite.

Article 4 : Définition et matérialisation de la limite de propriétés foncières :

Considérant les éléments rappelés ci-dessus, notre proposition pour la définition de la limite résulte de la prise en compte de la possession (clôture agricole en crête du talus du fossé de la Route Départementale n° 59...) cohérente avec la représentation cadastrale constante depuis la rénovation du plan cadastral.

Les sommets et limite visés dans ce paragraphe ne deviendront exécutoires qu'après notification de l'arrêté par la personne publique aux propriétaires riverains concernés, et définitifs qu'à compter de l'expiration des délais de recours.

À l'issue de la présente analyse,

après avoir entendu l'avis des parties présentes,

les repères anciens, A et B, points non matérialisés de crête de talus (et de nu extérieur de la clôture agricole dépendant des parcelles B 539 et B 43), ont été reconnus.

La limite de propriétés objet du présent procès-verbal de délimitation est fixée suivant la ligne brisée A-B.

Le plan du présent procès-verbal permet de repérer sans ambiguïté la position de la limite et des sommets définis ci-dessus.

Article 5 : Constat de la limite de fait :

À l'issue du constat de l'assiette de l'ouvrage public routier existant,

après avoir entendu l'avis des parties présentes,

la limite de fait correspond à la limite de propriété (voir article 4).

Article 6 : Mesures permettant le rétablissement des limites :

Définition littérale des points d'appui :

- points 88 et 92 : angles de bâtiment,
- points 3 et 4 : clous d'arpentage (stations de levé).

Coordonnées des points destinées à définir géométriquement les limites et permettre leur rétablissement ultérieur : (système RGF93 - projection CC45)

POINTS	X	Y	POINTS	X	Y
A (200)	1644809.00	4195576.31	138	1644907.50	4195611.20
46	1644811.42	4195577.05	139	1644916.13	4195617.12
45	1644818.34	4195579.02	140	1644926.80	4195624.89
118	1644832.90	4195583.42	141	1644933.59	4195629.83
119	1644840.40	4195585.74	142	1644937.87	4195632.88
120	1644851.58	4195589.48	143	1644944.17	4195637.68
125	1644858.48	4195591.40	144	1644951.07	4195643.03
130	1644865.48	4195593.62	145	1644956.21	4195646.90
131	1644870.52	4195594.85	146	1644966.49	4195654.29
133	1644874.61	4195596.12	147	1644975.29	4195660.92
134	1644882.52	4195598.95	B (204)	1644983.72	4195666.69
135	1644890.43	4195602.01	88	1644855.43	4195564.40
136	1644898.22	4195605.88	92	1644841.00	4195543.69
137	1644902.10	4195607.99	3	1644739.86	4195569.65
			4	1644806.69	4195577.50

Article 7 : Régularisation foncière :

La présente délimitation a permis de mettre en évidence la concordance entre la limite foncière de propriétés et la limite de fait de l'ouvrage public routier.

Aucune régularisation foncière n'est à prévoir.

Article 8 : Observations complémentaires :

aucune observation complémentaire

Article 9 : Rétablissement des bornes ou repères :

Les bornes ou repères qui viendraient à disparaître, définissant les limites de propriétés ou limites de fait, objet du présent procès-verbal et confirmées par l'arrêté auquel il est destiné, devront être remises en place par un Géomètre-Expert.

Le Géomètre-Expert, missionné à cet effet, procédera au rétablissement desdites bornes ou repères après en avoir informé les propriétaires concernés, et en dressera procès-verbal. Ce procès-verbal devra relater le déroulement des opérations et les modalités techniques adoptées en référence au présent document.

À l'occasion de cette mission, et uniquement sur demande express des parties, le Géomètre-Expert pourra être amené à vérifier la position des autres bornes participant à la définition des limites de propriétés ou des limites de fait objet du présent procès-verbal.

Ce procès-verbal sera notifié à la personne publique et aux propriétaires riverains.

Article 10 : Publication :**Enregistrement dans le portail Géofoncier www.geofoncier.fr :**

Les parties ont pris connaissance de l'enregistrement du présent procès-verbal dans la base de données GEOFONCIER, tenue par le Conseil Supérieur de l'Ordre des Géomètres-Experts, suivant les dispositions de l'article 56 du décret n°96-478 du 31 mai 1996 modifié portant règlement de la profession de Géomètre-Expert et code des devoirs professionnels.

Cet enregistrement comprend :

- la géolocalisation du dossier,
- les références du dossier,
- la dématérialisation du présent procès-verbal, y compris sa partie graphique (plan, croquis...),
- la production du RFU (Référentiel Foncier Unifié).

Conformément à l'article 52 dudit décret, ces documents seront communiqués à tout Géomètre-Expert qui en ferait la demande.

Production du RFU :

Au terme de la procédure, il sera procédé à la production du RFU (Référentiel Foncier Unifié) en coordonnées géoréférencées dans le système légal en vigueur (RGF93, zone CC45), afin de permettre la visualisation des limites de propriétés dans le portail www.geofoncier.fr.

Ne doivent pas être enregistrés dans le RFU les sommets et les limites de fait des ouvrages publics.

Article 11 : Protection des données :

Les informations collectées dans le cadre de la procédure de délimitation soit directement auprès des parties, soit après analyse d'actes présentés ou recherchés, font l'objet d'un traitement automatisé ayant pour finalité l'établissement du présent procès-verbal.

Ces informations sont à destination exclusive des bénéficiaires de droits sur les parcelles désignées à l'article 2, du Géomètre-Expert rédacteur, du Conseil Supérieur de l'Ordre des Géomètres-Experts qui tient la base de données foncières dans laquelle doivent être enregistrés les procès-verbaux, et de toute autorité administrative en charge des activités cadastrales et de la publicité foncière qui pourra alimenter ses propres traitements à des fins foncières, comptables et fiscales dans les cas où elle y est autorisée par les textes en vigueur.

Les informations relatives à l'acte sont conservées au Cabinet du Géomètre-Expert sans limitation de durée.

Elles peuvent être transmises à un autre Géomètre-Expert qui en ferait la demande dans le cadre d'une mission foncière en application de l'article 52 du décret n° 96-478 du 31 mai 1996.

Compte tenu de l'évolution des technologies, des coûts de mise en œuvre, de la nature des données à protéger ainsi que des risques pour les droits et libertés des personnes, le Géomètre-Expert met en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir la confidentialité des données à caractère personnel collectées et traitées et un niveau de sécurité adapté au risque.

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel, les parties disposent d'un droit d'accès et de rectification sur leurs données qui peut être exercé auprès du Géomètre-Expert.

Sous réserve d'un manquement aux dispositions ci-dessus, les parties peuvent introduire une réclamation auprès de la CNIL.

Pour exercer vos droits, merci d'adresser votre courrier à M. Pierre-Jean ALLO, Géomètre-Expert, 25, avenue de La Liberté - 15 000 AURILLAC ou par courriel à contact@infrageo.fr. Merci de joindre la copie d'une pièce d'identité. Attention, si votre demande concerne les informations saisies dans le portail GEOFONCIER, toute demande devra être adressée directement au Conseil Supérieur de l'Ordre des Géomètres-Experts.

Procès-verbal des opérations de délimitation faites à AURILLAC, le 12 décembre 2024.

Le Géomètre-Expert soussigné auteur des présentes,

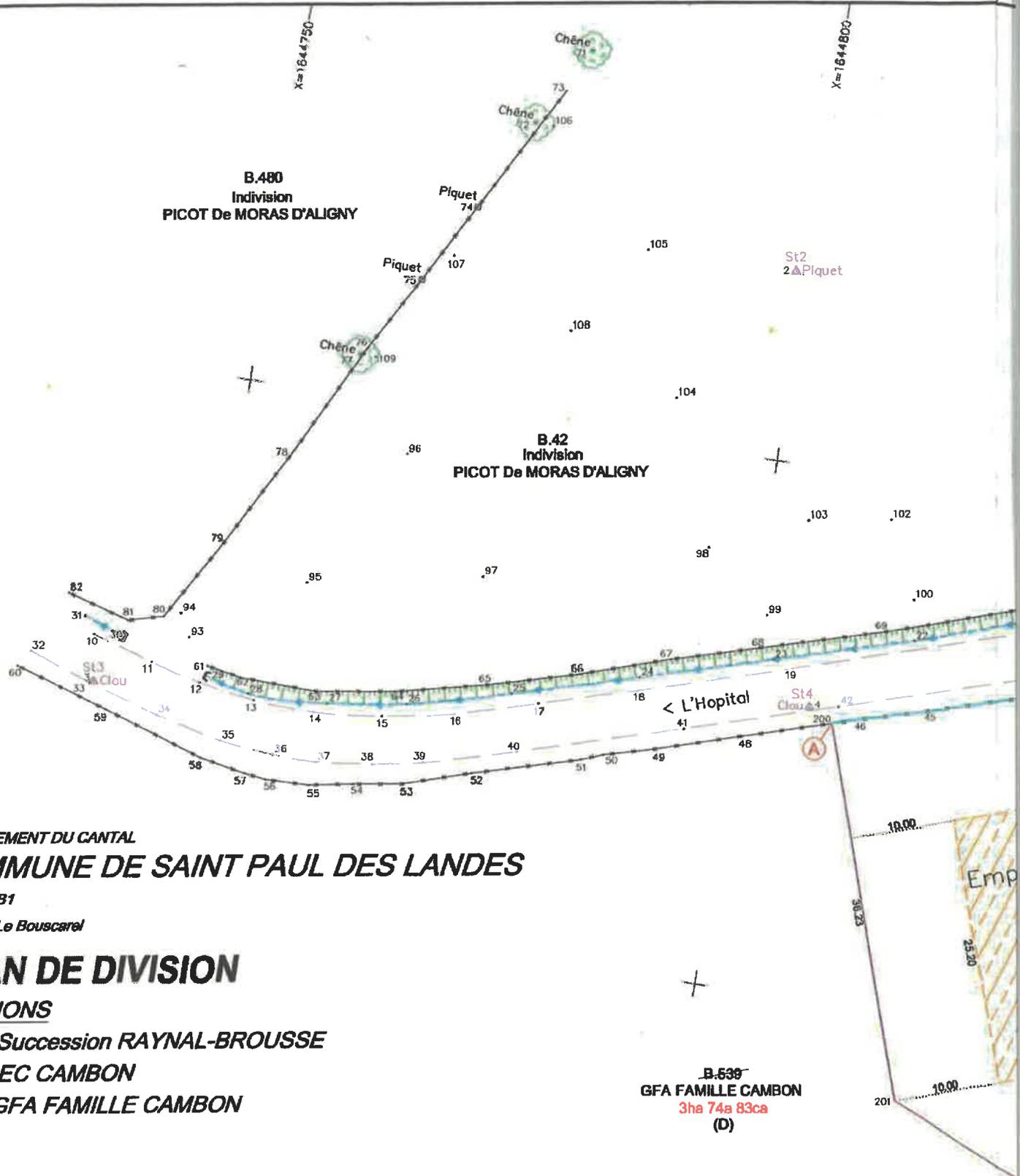
M. Pierre-Jean ALLO



Cadre réservé à l'Administration :

Document annexé à l'arrêté en date du ... 18/12/2024 ...
Pour le responsable de l'Agence d'Aurillac
et par délégation.

V. GALIBERN



DÉPARTEMENT DU CANTAL

COMMUNE DE SAINT PAUL DES LANDES

Section : B1

Lieu-dit : Le Bouscarel

PLAN DE DIVISION**CESSIONS**

par la Succession RAYNAL-BROUSSE

au GAEC CAMBON

et au GFA FAMILLE CAMBON

Échelle : 1/500

Plan établi le : 02.07.2024

Tirage du : 12.12.2024


S.C.P. ALLO et CLAVEIROLE
 Géomètres-Experts associés

AURILLAC (15 000) : 25, avenue de la Liberté 04.71.48.48.42 contact@infrageo.fr

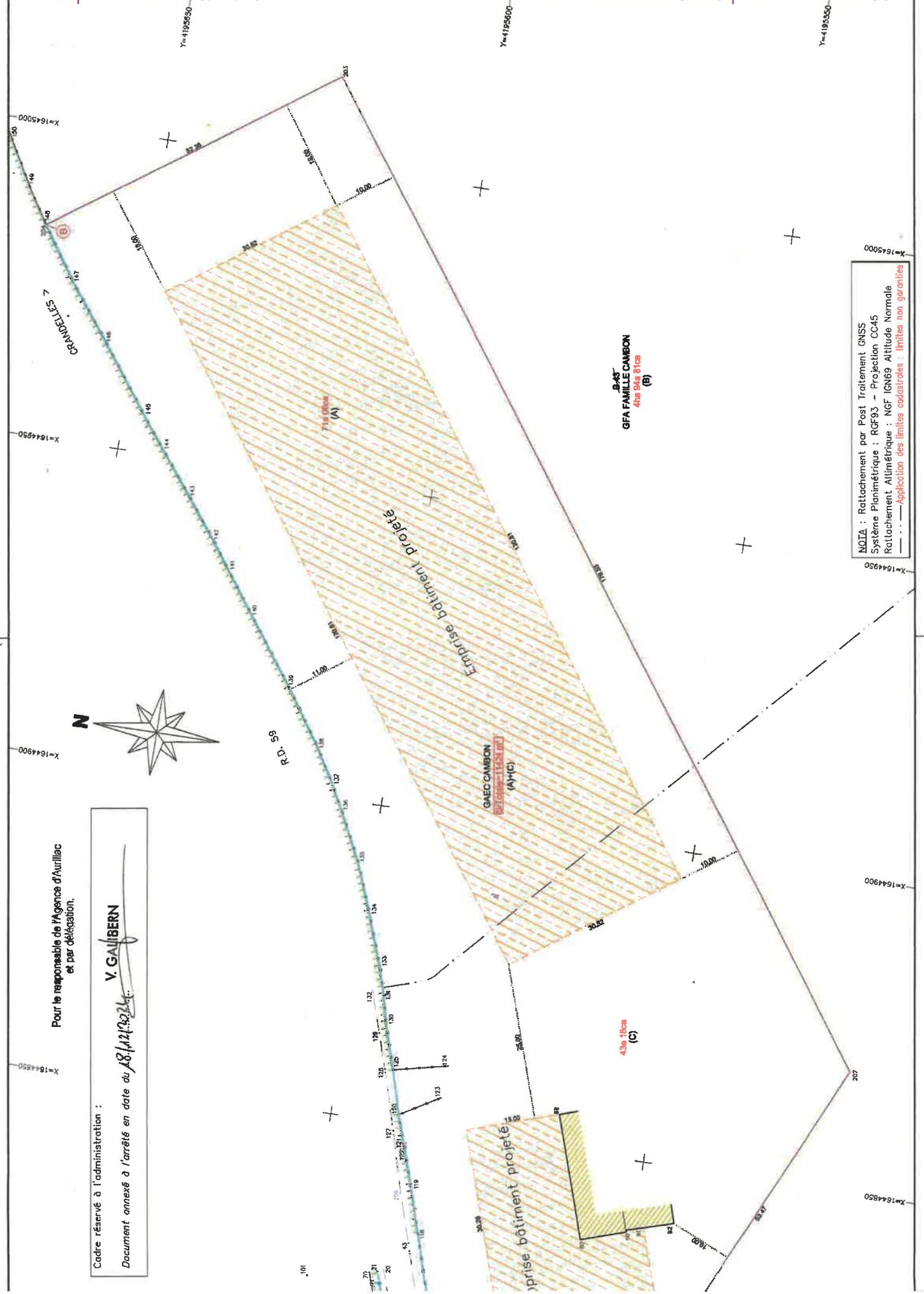
SAINT-FLOUR (15 100) : 13, avenue du Commandant Delorme 04.71.60.12.00 sf@infrageo.fr

ARGENTAT-SUR-DORDOGNE (19 400) : 58, avenue Joseph Vachel 05.55.28.07.60 ad@infrageo.fr

MURAT (15 300) : 10 bis, avenue Hector Peschaud 04.71.20.13.57 (permanence le vendredi matin)

GÉOMÈTRE-EXPERT
 CONSEILLER VALORISER GARANTIR

Réf. : 234326-TN2



Cadre réservé à l'administration :

Document annexé à l'arrêté en date du 18/12/2024.

V. GALIBERN

Pour le responsable de l'Agence d'Aurillac
et par délégation.

NOTA : Rattachement par Post Traitement GNSS
Système Planimétrique : RGF83 - Projection CC45
Rattachement Altimétrique : NGF IGN69 Altitude Normale
..... Application des limites cadastrales : limites non garanties